MARCHES PUBLICS

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Les mentions figurant dans ce modèle n'ont pas à être indiquées si elles ont été portées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

A TRAVAUX B FOURNITURES C SERVICES

Section I - Identification de l'organisme qui passe le marché

1 Etat 2 Région 3 Département 4 Commune
5 Etablissement public national 6 Etablissement public territorial 7
Autres

Section II - Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

Nom de l'organisme : Commune d'AMBLAINVILLE		Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le Maire.	
Adresse : place du 11 Novembre		Code postal : 60 110	
Ville : AMBLAINVILLE		Pays (autre que la France) :	
Téléphone : 03.44.52.03.09		Poste :	
Télécopieur : 03.44.22.36.53	Adresse de courrier électronique (courriel) :.....@.....	Adresse internet (U.R.L.) :	

Section III - Objet du marché

Objet du marché : La présente consultation concerne le rôle de Maîtrise d'œuvre liée aux travaux d'aménagements sécuritaires dans la rue de MONTGRIFFON en partie basse, le Chemin de FONTENELLE et la ruelle du Pré d'OZIER à AMBLAINVILLE

Forme du marché :

- S'agit-il d'un marché à bons de commande ? : oui non

Si oui, cf. dispositions ci après

- S'agit-il d'un marché à tranches ? oui non

1) Décomposition en tranches :

La mission confiée au Maître d'œuvre se décompose en deux tranches comme suit :

TRANCHE FERME

1. Phase conception :

Cette phase comprend les études d'Avant-Projet, les études de Projet ainsi que l'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux.

2. Phase réalisation :

Cette phase comprend pour **la rue de MONTGRIFFON en partie basse**:

- La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux et visa de études d'exécution,
- L'assistance au Maître d'Ouvrage pour la réception des travaux et pendant la période de garantie et de parfait achèvement.

TRANCHE CONDITIONNELLE :

1. Phase réalisation :

Cette phase comprend pour **le chemin de FONTENELLE et la ruelle du Pré d'OZIER**:

- La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux et visa de études d'exécution,
- L'assistance au Maître d'Ouvrage pour la réception des travaux et pendant la période de garantie et de parfait achèvement.

Section IV – Lieu d'exécution ou de livraison

Lieu d'exécution : **Commune d'AMBLAINVILLE.**

Section V – Contenu de la mission

Le Maître d'Œuvre retenu, à l'issue de cette consultation, se verra confier les missions suivantes :

- . Etudes d'avant-projet.
- . Etudes de projet.
- . Assistance apportée au Maître d'Ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux.
- . Direction de l'exécution du ou des marchés de travaux et visa des études d'exécution réalisées par les entreprises.
- . Assistance apportée au Maître d'Ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Chaque candidat doit présenter obligatoirement une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

IMPORTANT : Les propositions non conformes au dossier de consultation seront systématiquement rejetées.

2) *Les variantes seront-elles interdites ?*

Non

Oui

Section VI – Division en lots

Prestations divisées en lots : non oui (*se reporter ci-dessus*)

Possibilité de présenter une offre pour l'ensemble des lots un lot plusieurs lots

Section VII – calendrier prévisionnel d'exécution de la mission

1) Durée du marché ou délai d'exécution

- Production de l'étude d'Avant-Projet : **2 semaines**
- Production de l'étude de Projet : **2 semaines**
- Analyse des offres: **4 semaines**

2) Date de démarrage des études : **le 10 Février 2013**

Prévisionnelle
 Impérative

3) Durée prévisionnelle du chantier :

- la rue de MONTGRIFFON : **4 mois**
- le chemin de FONTENELLE et la ruelle du Pré d'OZIER: **4 mois**

Section VIII – Conditions relatives au marché

1) Cautionnement et garanties exigés : (*le cas échéant*)

Modalités de remise des documents (en support papier):

Gratuite Facturée à l'entreprise

2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Le marché sera traité à prix fermes actualisables.

Le délai de règlement est fixé à **30 jours** à compter de la date de remise du projet de décompte au maître d'ouvrage et au conducteur d'opération.

Les travaux seront rémunérés par application des prix unitaires du bordereau de prix unitaires ci-joint.

Origine des financements :

- **Commune d'AMBLAINVILLE : financement en cours.**

3) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services : (*le cas échéant*)

Entreprise séparée ou groupement d'entreprises solidaires

4) Possibilité de présenter pour le marché ou un de ses lots plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements :

Il est rappelé que le calcul de l'écart et donc des points attribués au critère prix, sera réalisé sur la base de l'offre de prix la moins onéreuse arrivée en seconde position.

Des précisions pourront être demandées par écrit (décomposition détaillée d'un prix forfaitaire, sous détail de prix...) au candidat soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse ou encore dans le cas de discordance entre le montant de l'offre d'une part et les éléments ayant contribué à la détermination de ce montant d'autre part.

Analyse des offres :

En cas de discordance dans une offre, le montant TTC porté dans l'acte d'engagement prévaudra sur toute autre indication de l'offre.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient dans le détail estimatif, la décomposition du prix ou dans le sous détail d'un prix unitaire ne seront pas rectifiées;

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera avisé des erreurs commises. Il reviendra au candidat de mettre en cohérence les pièces de rang inférieur, contractuelles ou non, telles que bordereau des prix, devis estimatif, décomposition détaillée du prix forfaitaire, avec le montant HT de l'acte d'engagement. S'il refuse de maintenir son prix, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Jugement et classement des offres :

VALEUR TECHNIQUE

La valeur technique de l'offre est basée sur une note méthodologique de **trois (3) pages maximum** et portant sur les thèmes détaillés ci-dessous: **conditions de recevabilité de l'offre.**

*** Dans le cas où le nombre de pages remis serait supérieur au nombre de pages requis, seules les 3 premières pages, (limitées au nombre de pages requis), seront prises en compte.**

- En cas d'offre paraissant anormalement basse, l'entreprise devra être en mesure de fournir toutes les justifications demandées sous 2 jours à compter de la réception du fax.

Une offre de prix est considérée comme intéressante si le mémoire technique de l'entreprise obtient la moyenne soit 20 points

A défaut, l'offre d'un candidat pourra être rejetée si la note obtenue pour la note méthodologique est inférieure à la moyenne obtenue à partir de l'ensemble des notes méthodologiques.

- **Au titre de la note méthodologique :**

Chaque thème de chaque article du mémoire technique sera noté individuellement une note sera attribué allant de 0 à 4 de la manière suivante :

pas de réponse	note = 0
réponse insatisfaisante	note = 1
réponse partielle	note = 2
réponse satisfaisante	note = 3
réponse très satisfaisante	note = 4

Le total correspondra à la somme de ces notes et un classement sera établi en fonction de la note la plus élevée à la moins élevée déterminant l'entreprise qui aura fourni la note méthodologique la plus complète.

Devront figurer dans ce document les points suivants qui seront affectés de coefficients pondérateurs croissants :

Chapitres	Nombre de thèmes	Thèmes à aborder
1 Approche méthodologique du projet en phase études et travaux,	6	coordination avec les différents intervenants ↳ phase Avant-Projet ↳ phase Projet ↳ phase Assistance aux contrats de travaux ↳ phase VISA ↳ phase DET ↳ phase AOR
2 Détail de l'organisation et de l'articulation des différentes phases de la mission entre les différents intervenants.	1	- ↳ approches techniques d'ensemble du bureau d'études.
3 Mise en évidence des difficultés du site	3	-Descriptions de la solution technique de mise en oeuvre proposée: ↳ difficultés techniques. ↳ difficultés de coordination ↳ difficultés liées à l'environnement

La note méthodologique sera jugé sur la base d'un total maximal de 40 points. (Soit 10 thèmes à 4 points chacun maximum)

La note globale de la note méthodologique pourra être bonifiée jusqu'à 10% de cette note globale pour tenir compte de l'effort de présentation et de conformité par rapport au cadre indiqué ci avant (sans jamais dépasser la note maximale de 40 points).

Toutes ces données doivent concerner la seule agence qui fait l'offre et être en cours de validité au moment de la remise de l'offre.

Note valeur technique = somme des points attribués (pour les 10 thèmes avec un maximum de 40 points) X 45%

DELAI

Le délai que le bureau d'études indique à l'annexe 1 de l'acte d'engagement est décomposé comme suit :

➤ **le délai d'études, par phase, y compris coordination avec les délégataires et les différentes maîtrise d'ouvrage** mais hors période de validation des études par la Maîtrise d'ouvrage

➤ **le délai d'exécution effectif sur le chantier** concerne

- la phase VISA incluant le délai de préparation travaux
- l'exécution des travaux jusqu'à la réception

Le délai doit être cohérent, et réaliste au regard de l'accomplissement des différentes tâches visées ci-dessus.

Cas des Délais manifestement irréalistes :

Les entreprises pourront être interrogées notamment en cas d'incohérence de l'offre (Acte d'Engagement avec le planning...)

Si un candidat propose des délais manifestement irréalistes au regard des dispositions du C.C.T.P. exposées ci avant et sans autre justificatif notamment que de la mobilisation en personnel, Il devra avant tout classement justifier sur demande du maître d'œuvre de son détail de planning.

Si le détail du planning fourni est satisfaisant alors il obtiendra la note maximale en termes de délai MAIS ses délais ne pourront en aucun cas servir de référence (comme délai le plus court) dans le calcul de la note délais.

Et dans cette situation c'est le délai (dit cohérent) le plus court proposé (par une entreprise dans la consultation) arrivé après ce délai manifestement irréaliste qui servira de référence au calcul (il est important de préciser que ce second délai servant de référence obtiendra alors de fait également la note maximale).

Note Délais = (Délai de l'offre le plus court en semaine/ Délai de l'offre de l'entreprise en semaine) X 40 Points X 10%

PRIX

Le montant de l'offre servant à l'analyse du critère prix correspond au forfait de rémunération proposé pour la réalisation de la mission, toutes tranches confondues.

Les 40 points sont attribués à l'offre de prix la moins onéreuse (et recevable) offre appelée O.P.M.O

39 points sont attribués à l'offre de prix (recevable) arrivée seconde offre moins onéreuse appelée O.P.M.O.2

Calcul préalable de l'écart : (offre de prix de l'Entreprise - O.P.M.O.2) / O.P.M.O.2 : calculé en pourcentage et arrondi à 2 chiffres après la virgule.

Chaque franchissement d'une tranche supplémentaire de 3% d'écart de prix correspond à la perte d'1 point

Exemple :

O.P.M.O : 40 points

O.P.M.O2 : 39 points

Entre 0% (inclus) et 3%(exclu) d'écart (par rapport à O.P.M.O.2): 39 points

Entre 3% (inclus) et 6%(exclu) d'écart (par rapport à O.P.M.O.2): 38 points

Entre 6% (inclus) et 9%(exclu) d'écart (par rapport à O.P.M.O.2): 37 points

Note Prix= (nombre de points obtenus par l'entreprise suivant mode calcul ci-dessus) X 45%

CLASSEMENT FINAL

- Chaque critère (prix, valeur technique et délais) a donné lieu à une note par candidat.
- La note finale par candidat correspond à l'addition des 3 notes obtenues.
- Les candidats seront classés par ordre décroissant de la somme des notes finales
- Le candidat qui aura obtenu le meilleur classement aura adressé l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse et sera retenu.

En cas d'égalité de points, l'offre la moins onéreuse sera retenue.

Section XII – Procédures

1) Type de procédure :

1 ☐ Appel d'offres ouvert	5 ☐ Marché négocié
2 ☐ Appel d'offres restreint	6 ☐ Dialogue compétitif (cf. éventuellement modalités en 4)
3 ☐ Concours ouvert	7 ☒ Procédure adaptée
4 ☐ Concours restreint	8 ☐ Autres

2) Les candidats ont-ils déjà été sélectionnés ? (*le cas échéant et uniquement dans le cas d'une procédure négociée*)

SANS OBJET

3) Marché passé sur appel d'offres : possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires :

non oui

Section XIII – Délai d'urgence – Justification

Sans objet

Section XIV – Conditions de délai

1) Date limite de réception des offres : **VENDREDI 20 / 12 / 2013 à 12h00**

Procédure restreinte ou négociée :

2) Date prévue pour l'envoi de l'invitation à présenter une offre aux candidats sélectionnés :

.../.../... (jj/mm/aaaa)

3) Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres

Section XV – Autres renseignements

1) Conditions d'obtention des documents contractuels et des documents additionnels :

- Date limite d'obtention **MERCREDI 18 / 12 / 2013 à 12h00**

2) Contenu du dossier de la consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public ; ex. : règlement de la consultation, acte d'engagement, cahiers des charges, annexes, cahier des clauses particulières, programme, autres pièces...etc) :

A.E et annexe(s)

R.C

D.Q.E

C.C.A.P

B.P.U

C.C.T.P

PLAN(S)

Compléments à apporter au C.C.T.P

Les candidats n'ont pas lieu d'apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Néanmoins l'entreprise aura l'obligation de vérifier que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables par un Homme de l'Art. Dans l'affirmative, il devra obligatoirement annexer à son acte d'engagement un état faisant apparaître les erreurs, omissions ou contradictions relevées et joindre le devis correspondant à la plus-value nécessaire. Le montant de l'offre devra correspondre aux documents de la consultation (C.C.T.P, C.C.A.P).

Section XVI – présentation des offres

Tout candidat devra produire un dossier comprenant les pièces suivantes :

Pièces administratives

- Tout candidat devra produire son offre accompagnée d'un dossier comprenant les pièces suivantes :
- Lettre de candidature suivant imprimé « DC1 »
- Déclaration du candidat établie suivant l'imprimé référencé « DC2 »
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires pour des prestations similaires au cours des trois dernières années

- Attestation sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre pas dans le cas d'interdiction de soumissionner mentionnée à l'article 43 du Code des Marchés Publics
- Pouvoir de la personne habilitée à engager la société
- Liste des références de prestations similaires au cours des trois dernières années avec indication notamment du lieu et de la date d'exécution, du montant et du nom du pouvoir adjudicateur, éventuellement accompagnée des certificats de qualifications professionnelles.
- Documents relatifs à l'organisation et les moyens en personnel du prestataire (effectif, cadre) l'importance et les caractéristiques du matériel dont il dispose
- Documents relatifs à l'organisation et les moyens en personnel de l'entreprise (habilitations, formation, matériels ...), l'importance et la caractéristique des matériels et engins dont elle dispose
- Attestation d'assurance responsabilité civile

NOTA : les documents établis par le prestataire devront être obligatoirement datés, paraphés, signés et revêtus du cachet commercial de l'entreprise.

Conditions de recevabilité des candidatures :

Si le pouvoir adjudicateur du marché constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, elle indique qu' :

elle demandera à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique et qui ne saurait être supérieur à 5 jours (article 52 alinéa 1 du Code des Marchés Publics),

elle ne demandera pas à compléter les pièces manquantes sauf si le nombre de candidatures est insuffisant à garantir une diversité des offres.

(Pièces relatives à l'offre)

Ces documents sont à fournir obligatoirement en 1 original et 1 copie :

A/ acte(s) d'engagement accompagné de l'annexe 1

B/ DC1

C/ DC2

D/ C.C.A.P

E/ C.C.T.P

F/ le plan signé par le représentant de l'entreprise

H/ note méthodologique

* à produire obligatoirement ou similaire (engagement écrit du ou des sous-traitants) si le candidat s'appuie sur les capacités du ou des sous-traitants pour l'exécution du marché (cf article 3 de l'arrêté du 26 février 2004)

NOTA - Les documents établis par l'entrepreneur devront obligatoirement être datés, paraphés, signés et revêtus du cachet commercial de l'entreprise.

De plus, il est précisé que tous les documents ayant leur durée de validité limitée devront être établis pour une période couvrant la date d'ouverture des plis. Il pourra être demandé avant le début des travaux à l'entrepreneur titulaire du marché des documents en cours de validité.

IMPORTANT : Conformément à l'article 46 du Code des Marchés Publics, le candidat attributaire du marché devra produire, dans un délai de 5 jours à compter de la réception du courrier l'en informant, les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents.

CONDITIONS DE REMISE ET D'ENVOI DES OFFRES

1. Remise des offres :

Remise des offres sous forme papier :

Les candidats transmettront leur offre sous pli cacheté qui portera l'indication de la consultation auquel il se rapporte, à savoir :

Procédure Adaptée
CONSULTATION pour l'opération :
Maîtrise d'œuvre liée aux travaux d'aménagements sécuritaires
dans la rue de MONTGRIFFON, le Chemin de FONTENELLE
et la ruelle du Pré d'OZIER à AMBLAINVILLE
NE PAS OUVRIR
Avant la séance

2. Conditions d'envoi :

Ces offres seront adressées **sous pli cacheté au** :

Commune d'AMBLAINVILLE
En Mairie
Place du 11 NOVEMBRE
60 110 AMBLAINVILLE

par pli recommandé et elles devront lui parvenir avant le :

VENDREDI 20 / 12 / 2013 à 12h00

Ou remises contre récépissé selon les heures de permanence de la mairie sur lesquelles il appartient au candidat de se renseigner. (Avant ces mêmes dates et heure limites énoncées ci-dessus.)

3. Conditions de recevabilité des offres :

Les offres qui seraient remises ou adressées hors délais, ainsi que celles remises dans des conditions ne respectant pas le présent règlement au niveau de la présentation des offres, seront systématiquement refusées. De même, les propositions qui ne contiendraient pas, l'intégralité des pièces justificatives exigées seront obligatoirement déclarées non conformes et éliminées sous réserve de la possibilité pour le Pouvoir adjudicateur de demander à l'entreprise de compléter sa candidature, de même en ce qui concerne notamment le mémoire technique et le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) à compléter en totalité.

EN CAS DE NON RESPECT DU PRESENT ARTICLE DEFINISSANT LES CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES, LES PLIS SERONT AUTOMATIQUEMENT RENVOYES A LEURS AUTEURS, SANS AVOIR ETE OUVERTS.

3) Application de l'article 54 du code des marchés publics

non

oui

4) Renseignements complémentaires (*le cas échéant*) :

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Modification de détail au dossier de consultation :

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs :

Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) :

Le chantier est soumis aux dispositions de la section du Décret n°2003-68 du 24 janvier 2003 et l'arrêté du 25 février 2003 concernant les P.P.S.P.S.

En conséquence, chaque entrepreneur intervenant sur le chantier sera tenu notamment de remettre au coordonnateur sécurité les documents relatifs aux travaux conformément aux dispositions du décret et de l'arrêté ci-dessus mentionnés.

Section XVII – attribution du marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans les conditions définies aux articles 70-IX et 46 du Code des marchés publics et dans un délai de 8 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage :

- Les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 du Code du travail
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Le candidat devra produire également, en application des articles L 8254-1 et D 8254-2 à 5 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L 5221-2-2°. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature ou son offre, les attestations d'assurance civile professionnelle et civile décennale en cours de validité, seront à remettre dans le même délai. A défaut de présentation il ne pourra être procédé à la signature du marché.

ANNEXE I – ADRESSES COMPLEMENTAIRES

A ne remplir qu'en cas de différence avec la section II.

1. Adresse auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus :

d'ordre administratif et technique

d'ordre administratif

1 Nom de l'organisme :
2 Correspondant :
3 Adresse :
4 Code postal : 5 Ville :
6 Pays (autre que la France) :
7 Téléphone : 8 Poste : 9 Télécopieur :
10 Adresse de courrier électronique (courriel) :@.....
11 Adresse internet (U.R.L.) :

d'ordre technique

1 Nom de l'organisme :
2 Correspondant :
3 Adresse :
4 Code postal : 5 Ville :
6 Pays (autre que la France) :
7 Téléphone : 8 Poste : 9 Télécopieur :
10 Adresse de courrier électronique (courriel) :@.....
11 Adresse internet (U.R.L.) :

2- Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

1 Nom de l'organisme :
2 Correspondant :
3 Adresse :
4 Code postal : 5 Ville :
6 Pays (autre que la France) :
7 Téléphone : 8 Poste : 9 Télécopieur :
10 Adresse de courrier électronique (courriel) :@.....
11 Adresse internet (U.R.L.) :

3 Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes de participation doivent être envoyées :

1 Nom de l'organisme :
2 Correspondant :
3 Adresse :
4 Code postal : 5 Ville :
6 Pays (autre que la France) :
7 Téléphone : 8 Poste : 9 Télécopieur :
10 Adresse de courrier électronique (courriel) :@.....
11 Adresse internet (U.R.L.) :